Burundi : le CNC plaide pour la protection "physique" des journalistes

@rib News, 25/10/2016 - Source Xinhua La protection "physique" des journalistes doit être au cœur de la loi de la presse au Burundi, estime M. Ramadhan Karenga (photo), journaliste de profession, ancien ministre burundais de l'Information et actuel président du Conseil National de la Communication (CNC). "Le problème crucial d'actualité, c'est cette préoccupation omniprésente portant sur la sécurité physique des journalistes et de leurs matériels pour pouvoir fonctionner normalement", a-t-il affirmé mardi à Bujumbura au cours d'une interview accordée à Xinhua en marge d'une session d'information des représentants des médias opérationnels au Burundi.

L'ancien ministre Karenga a encouragé les journalistes burundais qui ne se sont pas encore fait inscrire au registre national des médias instauré au CNC, à "presser le pas" en vue de se faire protéger par un cadre réglementaire adéquat. Une mise à jour régulière de l'enregistrement des journalistes au registre national des médias, a-t-il expliqué, permettra au CNC burundais de s'acquitter "efficacement" de sa mission constitutionnelle de "protecteur" des droits des professionnels des médias vis-à-vis des obstacles croisés sur leur parcours professionnel. "La pertinence de ce plaidoyer trouve ses fondements dans l'histoire récente burundaise ; car, qu'on se le dise avec intensité, cette nouvelle loi, sortie en pleine crise et dont le contenu est ignoré par la quasi-majorité des journalistes, n'a donc pas pu être vulgarisée et diffusée largement jusqu'ici", a-t-il fait remarquer. La nouvelle loi, promulguée le 9 mai 2015 en remplacement de celle du 6 juin 2013 jugée "trop liberticide" par les professionnels des médias au Burundi, a-t-il insisté, est venue servir tous les courants médiatiques indépendamment de leur ligne éditoriale. "Pour pouvoir exercer, ils doivent disposer, au préalable, d'une accréditation du CNC ; tout en restant, sur le terrain professionnel, en contact permanent avec l'institution de régulation pour la gestion des situations imprévues pouvant surgir de manière subite", a-t-il recommandé. Pour exemple, il a cité l'implication récente du CNC, pour faire libérer au nord de la ville de Bujumbura une journaliste américaine, certes détentrice d'une pièce d'accréditation, mais qui s'était fait accompagner d'un collaborateur burundais "non encore inscrit" au registre national des médias. Il a noté également que le gouvernement allait porter des amendements pour la loi, dont une réponse à une disposition, qui, jusque-là, est restée conflictuelle. "C'est celle-là qui disait que, pour exercer au Burundi, tout journaliste ou technicien d'information, doit requérir une carte de presse délivrée par le CNC ; alors que, la même loi dispose que le CNC, pour délivrer cette carte, doit recourir aux modalités prévues dans un texte de loi portant statut de journaliste professionnel et de technicien de communication, n'existant pas encore aujourd'hui", a-t-il explicité. Pour lui, c'est cette situation qui explique pourquoi les journalistes burundais n'ont pas encore de carte de presse. En attendant la délivrance de celle-ci, a-t-il dit, le CNC a été autorisé à "créer des conditions intermédiaires", via notamment la mise en place d'un registre national des médias, sur base duquel les professionnels peuvent obtenir une "attestation de reconnaissance" de la part de cet organe de régulation.